

Brochure n° 3193

Convention collective nationale

IDCC : 1596. – **BÂTIMENT**
Ouvriers
(Entreprises occupant jusqu'à 10 salariés)

Brochure n° 3258

Convention collective nationale

IDCC : 1597. – **BÂTIMENT**
Ouvriers
(Entreprises occupant plus de 10 salariés)

ACCORD DU 27 NOVEMBRE 2008
RELATIF AUX SALAIRES AU 1^{ER} JANVIER 2009
(LIMOUSIN)
NOR : *ASET0950030M*
IDCC : *1596, 1597*

Entre :

La fédération du bâtiment de la région Limousin ;

La CAPEB de la région Limousin ;

La fédération régionale des SCOP du bâtiment du Limousin,

D'une part, et

L'union régionale CFTC du bâtiment de la région Limousin ;

La CGT-FO bâtiment de la région Limousin,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit.

Article 1^{er}

En application de l'accord national, signé le 12 février 2002, relatif à la durée légale du travail pour toutes les entreprises, quel que soit leur effectif, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés de la région Limousin se sont réunies afin de déterminer les salaires mensuels minimaux des ouvriers du bâtiment de la région Limousin.

Article 2

Les parties signataires du présent accord ont fixé le barème des salaires minima des ouvriers du bâtiment de la région Limousin comme indiqué dans le tableau ci-après.

Barème des salaires au 1^{er} janvier 2009

Base 35 heures par semaine ou 35 heures en moyenne sur l'année, 151,67 heures par mois.

(En euros.)

	COEFFICIENT	SALAIRE MENSUEL	SALAIRE HORAIRE
Niveau I Ouvriers d'exécution			
– position 1	150	1 341,14	8,84
– position 2	170	1 414,34	9,33
Niveau II Ouvriers professionnels	185	1 492,23	9,84
Niveau III Compagnons professionnels			
– position 1	210	1 615,29	10,65
– position 2	230	1 716,53	11,32
Niveau IV Maîtres ouvriers ou chefs d'équipe			
– position 1	250	1 836,47	12,11
– position 2	270	1 939,27	12,79

Article 3

Tout salarié embauché au coefficient 150 ne pourra être maintenu dans cette position que pendant une période n'excédant pas 6 mois.

Article 4

L'article de l'avenant n° 15 du 9 octobre 1972 demeure valable en ce qu'il précise que le salaire de l'ouvrier ne devra jamais être inférieur à un taux fixé à 0,01 € au-dessus du SMIC.

Article 5

Le présent accord fera l'objet d'une demande d'extension auprès du ministre du travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité.

Fait à Limoges, le 27 novembre 2008.

(Suivent les signatures.)